










ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE
INCENDIE MULTIMARQUE DE L'INSTITUT
POLYTECHNIQUE DE GRENOBLE**

L'ESSENTIEL DE L'ACCORD CADRE

	Objet	MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE MULTIMARQUE DE L'INSTITUT POLYTECHNIQUE DE GRENOBLE
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	4
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses environnementales	Avec
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.3 - Décomposition du contrat.....	4
1.4 - Type d'accord-cadre.....	4
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	6
5 - Durée et délais d'exécution	6
5.1 - Durée du contrat	6
5.2 - Reconduction	6
5.3 - Délais d'exécution	7
6 - Prix.....	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix	7
7 - Garanties Financières	8
8 - Avance	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
9 - Modalités de règlement des comptes.....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
9.3 - Délai global de paiement	9
9.4 - Paiement des cotraitants	9
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
11 - Développement durable	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations	11
12.1 - Vérifications	11
12.2 - Décision après vérification	11
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
14 - Pénalités.....	11
14.1 - Pénalités.....	11
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	12
15 - Assurances.....	12
16 - Modification du contrat	12
16.1 - Cession du marché.....	12
16.2 - Evolution réglementaires	12
16.3 - Clause de réexamen	12
17 - Résiliation du contrat.....	13
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	13
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
18 - Règlement des litiges et langues.....	14
19 - Clauses complémentaires	14
19.1 – Marché de prestations similaires.....	14
19.2 – Clause limitative du principe d'exclusivité.....	14
20 - Dérogations.....	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie de l'Institut Polytechnique de Grenoble.

Elles concernent la vérification, la maintenance préventive, l'entretien et l'Evolution technologique des Systèmes de Sécurité Incendie.

Lieu(x) d'exécution : Agglomérations de Grenoble et Valence

1.3 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

01	Maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie des bâtiments situés sur le site Viallet (Grenoble)
02	Maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie des bâtiments situés sur le site Minatec/ Escape (Grenoble)
03	Maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie des bâtiments situés sur le campus de Saint-Martin d'Hères
04	Maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie des bâtiments situés sur le site Valence

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Type d'accord-cadre

Les accords-cadres, conclus en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, sont établis sans montant minimum et avec un montant maximum annuel.

Il s'exécute au fur et à mesure à la fois par l'émission de bons de commande annuel pour le forfait maintenance préventive et au fur à mesure des besoins pour la maintenance corrective.

Les maximums annuels sont fixés de la manière suivante :

- Lot 1 : Maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie des bâtiments situés sur le site Viallet (Grenoble) : **100 000 euros HT**
- Lot 2 : Maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie des bâtiments situés sur le site Minatec / Escape (Grenoble) : **100 000 euros HT**
- Lot 3 : Maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie des bâtiments situés sur le campus de Saint-Martin d'Hères : **200 000 euros HT**
- Lot 4 : Maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie des bâtiments situés sur le site Valence : **50 000 euros HT**

Les montants indiqués ci-dessus ne sont en aucun cas contractuel ni estimatif, il s'agit de montant maximum.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins et pourront être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

Seuls les bons de commande datés et signés par un représentant habilité pourront être honorés par le titulaire. Les bons de commande sont adressés au titulaire sur support papier ou par voie dématérialisée. Le titulaire s'engage à n'accepter aucune commande par téléphone. Le titulaire renvoie immédiatement à l'acheteur un accusé de réception. Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG -FCS., les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes,
- La décomposition du prix global et forfaitaire,
- Le bordereau des prix unitaires,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- L'éventuel registre questions-réponses établi pendant la consultation
- Le cadre de réponse technique du titulaire
- Les bons de commandes
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toutes clauses de l'offre du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui sont contraires aux dispositions prévues dans le marché sont réputées non écrites.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Obligation de confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Obligations de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5 du CCAG-FCS.

- Intervention d'une entreprise extérieure

Suivant la durée et le risque lié à l'intervention d'une entreprise extérieure (titulaire ou sous-traitant) dans les locaux de l'acheteur, un plan de prévention ou un protocole de sécurité, allégé ou complet, est requis.

L'acheteur se met en relation avec le titulaire et ses éventuels sous-traitants, à la notification du marché ou de l'accord-cadre, pour la rédaction du document requis.

Aucune intervention ne peut être réalisée avant la validation du plan de prévention ou du protocole de sécurité par les deux parties.

Durant la durée totale du marché ou de l'accord-cadre, le plan de prévention est mis à jour tous les ans ou dès qu'il y a changement des intervenants (pour le titulaire et ses éventuels sous-traitants) ou changement d'activité (pour l'acheteur).

➤ Travailleur isolé

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants mettent en place une organisation du travail permettant de respecter la réglementation en vigueur concernant la situation de travailleur isolé.

➤ Obligation d'information

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants transmettent aux intervenants dans les locaux de l'acheteur les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement qui lui ont été communiquées par le représentant de Grenoble INP – UGA.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire informe sans délai le représentant de Grenoble INP - UGA de toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité de ses agents et de tout autre personne (étudiants, enseignants, chercheurs, personnel administratif, visiteurs etc.).

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Par exception, si les montants maximums annuel fixé à l'article 1.4 du présent CCAP pour une période en cours est atteint avant son terme, la reconduction tacite s'opère de manière anticipée à compter de la date d'atteinte de ce montant. La période suivante débute alors immédiatement.

5.3 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés dans chaque bon de commande, dans le respect du délai maximum prévus au CCTP.

Lorsque le titulaire a proposé dans son offre des délais d'exécution plus courts que les délais maximums prévus au CCTP, ces délais s'appliquent de plein droit.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application :

- Du prix forfaitaire annuel pour la maintenance préventive,
- Des prix unitaires remisés figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU) aux quantités réellement exécutées.

Lorsque le prix unitaire n'existe pas, il sera fait application des taux horaires et du coefficient de majoration pour l'achat de matériel.

Le Prestataire s'engage à appliquer un coefficient d'entreprise défini sur l'achat de fournitures, pièces de rechange et matériels, selon les tranches de prix indiquées au bordereau de prix unitaires.

Ces coefficients s'appliquent sur le prix d'achat des fournitures, pièces de rechange et matériels non inclus dans les prix des prestations forfaitaires, sur la base des prix facturés par le fournisseur du Prestataire toutes remises déduites, justifié par la facture du fournisseur.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG.-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement du prix initial correspond au mois de la date limite de remise des offres par le titulaire appelé « mois zéro ». Ainsi, le prix est réputé établi sur la base des conditions économiques de ce « mois zéro ».

Les prix sont révisés à chaque date anniversaire de l'accord-cadre, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = \text{Index } (n) / \text{Index } (n-1)$$

Ainsi le prix révisé est le suivant :

$P(n) = P(n-1) \times C_n$ avec :

- C_n : coefficient de révision
- $P(n)$: le prix révisé
- $P(n-1)$: le prix lors la période précédente ; avec $P(0)$ = le prix initial inscrit dans l'acte d'engagement
- n : mois de révision des prestations.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois (n) .
- Index $(n-1)$: valeur de l'index de référence l'année précédente ; pour la première révision, l'Index (0) est la valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index 1565183 - Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, la révision définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les prix ainsi obtenus sont fermes pour la période annuelle concernée.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute à la première demande de paiement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le règlement sera effectué suivant les conditions ci-après :

- Pour le forfait : annuellement à terme échu,
- Pour les autres prestations : 100% à l'admission.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail

de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande issu du logiciel financier : 10 chiffres commençant par **45XXXXXXXX** ; dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture

N°SIRET de l'Institut polytechnique de Grenoble : 193 819 125 00017

2/ Le code service : FACTURES1_AVEC_ENGAG

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de l'admission si celle-ci est postérieure à la date de dépôt de la facture.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Par complément à 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur ou par voie électronique, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou de la date d'envoi du courriel à l'issue de ce délai.

Obligation d'information relative au titulaire

Si des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire surviennent en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de le notifier sans délai à l'acheteur conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS.

Obligation de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint, à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

Obligation d'information :

Il lui appartient également de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'acheteur pendant toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

Obligation du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance

Les obligations du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance sont définies aux articles 3.5 et 3.6 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance, le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission à l'ensemble des obligations énoncées au présent article 6.3. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Il reste responsable du respect de ces obligations.

11 - Développement durable

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à mettre en œuvre, pendant toute la durée d'exécution du marché, des pratiques respectueuses des principes du développement durable, conformément aux engagements pris dans son offre concernant :

- La gestion responsable des ressources mobilisées l'exécution des prestations, en particulier la réduction et le tri des déchets, ainsi que la limitation des emballages à usage unique, l'optimisation des déplacements, dans la mesure du possible,
- La mise en œuvre d'une politique RSE active, incluant si possible des actions en faveur de l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi, la qualité de vie au travail, ou d'autres mesures sociales pertinentes.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

L'acheteur effectue au moment même de la livraison, les opérations de vérification qualitatives et quantitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire.

Des vérifications approfondies sont ensuite effectuées dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la livraison (hors périodes de fermeture des locaux), conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

À l'issue de chacune des opérations de vérifications (simples puis approfondies), le service destinataire prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Les produits reconnus défectueux ou non conformes à la commande sont retournés dans leur emballage.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités

Lorsque le délai contractuel de livraison ou d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

Des pénalités seront prévues dans les cas suivants :

- Non-respect du planning annuel d'intervention (50 euros par jour de retard)
- Absence aux visites réglementaires avec bureau de contrôle (300 euros)
- Non-respect des délais d'intervention (100 euros par jour de retard)
- Non-respect des délais de transmission de documents (rapports, plans, DOE, programmation...) (50 euros par jour de retard)

- Non-respect des délais de levées d'observations des rapports réglementaires (100 euros par jour de retard)

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Modification du contrat

16.1 - Cession du marché

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie du marché (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur.

La demande doit être adressée à l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr.

De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences. Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr. Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

16.2 - Evolution réglementaires

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, une modification des prestations s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte. En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix. Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

16.3 - Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications en cours d'exécution, sans nouvelle mise en concurrence, dans les cas et selon les modalités définis ci-après. Ces modifications peuvent être mises en œuvre à l'initiative de l'acheteur ou sur demande motivée du titulaire, et donnent lieu, selon leur nature, à une décision écrite de l'acheteur ou à un avenant formel.

La présente clause de réexamen a pour objet de permettre l'adaptation du marché à des évolutions intervenant en cours d'exécution, dès lors que ces modifications sont nécessaires à la bonne exécution des prestations,

cohérentes avec les besoins couverts par le marché initial, et restent strictement rattachées à l'objet et au domaine fonctionnel du présent accord-cadre.

Les modifications doivent conserver l'économie générale du contrat, ne pas porter atteinte aux conditions essentielles de la mise en concurrence initiale, et ne pas avoir pour effet de transformer substantiellement le marché en un marché de nature différente.

La présente clause s'applique notamment lorsque des évolutions techniques, commerciales ou des besoins nouveaux rendent certaines références du bordereau des prix unitaires (BPU) ou du ou des catalogues inadaptées, indisponibles, obsolètes ou insuffisamment pertinentes. L'acheteur peut alors procéder à leur retrait, à leur remplacement, ou à l'ajout de références nouvelles.

Le titulaire s'engage à proposer spontanément, ou à la demande de l'acheteur, des références équivalentes ou améliorées, y compris en cas d'évolution technologique, de changement de conditionnement, ou de constat d'inadéquation à l'usage. Il peut également être demandé l'ajout de prestations complémentaires dans le BPU ou de nouveaux taux de remise sur catalogue public.

Sur demande écrite de l'acheteur, le titulaire est tenu de fournir les justificatifs de prix pour les nouvelles prestations. Dans le cas où le représentant de l'acheteur ne serait pas d'accord sur les prix proposés ceux-ci seraient déterminés :

- Soit, en premier lieu, par accord amiable entre les deux parties.
- Soit, en cas de désaccord persistant, par voie de consultation, le représentant de l'acheteur se réservant le droit, dans ce cas de faire exécuter les prestations par une entreprise de son choix.

Les prix nouveaux seront des prix unitaires, sauf indication contraire ils sont établis sur les mêmes bases que les prix de l'accord-cadre. Les prix acceptés sont notifiés par avenant.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra une indemnisation de 5%.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou

raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

19 - Clauses complémentaires

19.1 – Marché de prestations similaires

L'acheteur pourra, conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans un délai de trois ans à compter de la notification du contrat.

L'acheteur pourra, conformément à l'article R.2122-4 du Code de la commande publique, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet des livraisons complémentaires.

19.2 – Clause limitative du principe d'exclusivité

L'acheteur dispose de la faculté de déroger au principe d'exclusivité du titulaire et pourra recourir à un ou plusieurs opérateurs de son choix pour l'exécution des prestations émanant des bons de commande dans les conditions suivantes :

- Si le titulaire informe expressément l'acheteur, avant l'expiration du délai de son impossibilité à exécuter la prestation demandée pour des raisons techniques, qualitatives ou de délai
- Si le titulaire n'intervient pas dans les délais exigés dans le CCTP

Cette impossibilité ne doit pas amener le titulaire à se soustraire à ses engagements contractuels. En cas de répétition de tels refus sans fondement sérieux, l'acheteur se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Lorsque l'acheteur procède à un achat hors accord-cadre pour l'un des cas prévus ci-dessus, le titulaire n'est pas exclu de la participation à une éventuelle consultation lancée à cette fin.

20 - Dérogations

- L'article 1.5 du présent document déroge 3.7.2 du CCAG-FCS -
- L'article 2 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG.-FCS.
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services